

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-guerre-invisible-des-Etats-Unis-en-Colombie>

La guerre invisible des Etats-Unis en Colombie

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : jeudi 22 juillet 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Des millions d'Etats-Uniens ont été émus par l'histoire du soldat Lynch, capturée en mars 2003 par les troupes irakiennes. Après sa libération, quelques jours plus tard, Jessica Lynch retournait chez elle en Virginie, transformée en héroïne et en symbole de la lutte des Etats-Unis pour la libération du peuple irakien.

Par Jacobo Quintanilla

Risal, 23 juin 2004

Mais aux Etats-Unis, peu de personnes ont entendu parler de Thomas Howes, Marc Gonsalves ou Keith Stansell. Trois Etats-Uniens qui, depuis déjà seize mois, sont séquestrés dans les forêts colombiennes par les rebelles des FARC [Forces armées révolutionnaires de Colombie, ndlr]. L'anonymat relatif de ces trois séquestrés ne provoque aucune surprise. Ils n'étaient pas des membres actifs des Forces armées des Etats-Unis, mais des civils sous contrat [contratistas], engagés par deux auxiliaires de la Northrop Grumman (une entreprise privée qui rend des services au Département d'État nord-américain dans la lutte antidrogue en Colombie et en Afghanistan), et dont l'avionnette fut abattue le 13 février 2003 alors qu'ils survolaient la province de Caquetá, au sud du pays.

« Comparez l'espace impressionnant que les médias ont consacré à l'épisode de Jessica Lynch avec la couverture médiatique accordée à ces trois hommes en Colombie, qui sont en captivité depuis des mois », affirme Peter Singer, analyste du centre d'études Brookings Institution et auteur du livre *Corporate Warriors*. « Cela montre pourquoi les gouvernements préfèrent employer des compagnies privées, parce que quand les choses tournent mal, il n'y a pas de responsables désignés », explique Singer.

Le nombre de civils états-uniens qui participent aux programmes anti-drogues en Colombie a doublé au cours des deux dernières années. Lorsque le financement du Plan Colombie [1] fut approuvé en juillet 2000, le Congrès des Etats-Unis a fixé une limite au nombre de militaires et de civils états-uniens sous contrat qui pourraient "soutenir" le Plan Colombie. Mais en voyant l'« excellent » rendement de ces contratistas, en mai de cette année, Washington a décidé d'augmenter les effectifs états-uniens de 400 à 500 dans le pays, et de supprimer la limite fixée à la présence d'employés privés. Ils y a clairement un saut qualitatif dans l'implication états-unienne en Colombie.

Dans le pays andin, il y a plusieurs entreprises privées, certaines d'entre elles intimement liées aux sphères du pouvoir de Washington, travaillant pour le gouvernement des Etats-Unis (Lockheed Martin, ARINC,

Northrop Grumman, MPRI...). En ce qui concerne le volume d'affaires, c'est DynCorp qui domine. Ses contratistas arrosent des champs de coca, rendent opérationnels des avions et des hélicoptères du Département d'État, organisent des programmes de développement alternatif, réparent les avionnettes et conseillent le ministère de la Défense colombien. Cette mini armée nord-américaine fournit en outre des pilotes, des techniciens, et presque tout type de personnel demandé pour mener la guerre en Colombie, y compris du personnel administratif.

La DynCorp Aerospace Technologies, fondée en 1946 et établie à Reston (Virginie), était, jusqu'à son rachat par la Computer Sciences Corporation en 2003, une des entreprises contractantes les plus importantes du gouvernement fédéral des Etats-Unis. Les contrats établis avec plus de 37 agences fédérales lui rapportaient 98% de son chiffre d'affaire. En 2001, la compagnie a signé un contrat de 600 millions de dollars avec le Département d'État pour effectuer des fumigations [épandage de produits chimiques, ndlr] sur les cultures de coca en Colombie, en Bolivie et au Pérou.

La DynCorp a une longue histoire d'opérations de par le monde. En Colombie, selon Peter Singer, les hommes de cette entreprise ont mérité la réputation de « méprisants et prêts à combattre ». Peu importe le sens moral de ces « professionnels » dans l'exercice de leurs fonctions, ce qui compte, par contre, ce sont les accusations qu'on a

proférées à leur rencontre au cours de la guerre dans les Balkans. Plusieurs employés de cette compagnie ont été impliqués dans un scandale de trafic sexuel, de prostitution de mineurs et de trafic illégal d'armes en Bosnie.

En Afghanistan, la DynCorp a aussi reçu sa part du gâteau. Pendant la guerre, la CIA a mis partiellement entre les mains d'entreprises privées, le vol de ses avions Predator. Mais, une fois le conflit « officiellement » terminé, la DynCorp - veillant à la maintenance de l'avion présidentiel, l'Air Force One -, obtint un contrat pour la protection privée du président afghan, Hamid Krzai, et un autre pour former l'Armée afghane, une fois que les Béréts verts abandonneraient le pays. Cette entreprise est également allée jusqu'en Mésopotamie pour faire des affaires : 40 millions de dollars ont été offerts à cette entreprise pour former la police en Irak.

L'ampleur de l'utilisation en Colombie d'un personnel civil sous-traitant, au lieu de personnel militaire, signifie que peu d'Etats-Uniens ont conscience du niveau d'implication de leur pays dans cet État andin. L'escalade de l'engagement états-unien - au point que la Colombie est le troisième « bénéficiaire » d'aide militaire états-unienne, après Israël et l'Égypte-, met en lumière, tout comme cela s'est passé dans le secteur énergétique, que de nombreuses entreprises militaires ont des intérêts en Colombie et des accords représentant des millions de dollars avec l'administration Bush.

Privatisation de la défense

Cette "guerre invisible" menée par les "Corporations militaires privées" et financée par le Pentagone, est en train de provoquer un conflit entre les affaires privées et les ressources publiques. Aujourd'hui, plus de 48% du budget de la Défense a été distribué à des entreprises privées, ce qui suppose un transfert direct des impôts des Etats-Uniens à ces corporations.

Plus d'un an après, des parents des trois séquestrés de Northrop Grumman par les FARC affirment ne pas avoir encore reçu d'explication complète sur ce qui s'est passé. Les familles exigent des négociations. Washington refuse de négocier avec une guérilla faisant partie de sa liste de groupes terroristes, bien que, pour résoudre la crise des « effectifs », elle ait offert 340.000 dollars de récompense et la possibilité d'un visa pour les Etats-Unis en échange d'information qui mènerait à la libération des otages.

Les critiques de ces entreprises privées disent que, pour les hommes d'Etat américains, les risques politiques entourant un engagement accru de Washington dans le conflit en Colombie, font qu'utiliser des sous-traitants est préférable que de placer des forces ou des officiels des services de renseignement face à un tel danger. Les contratistas ne sont soumis à aucun code de conduite stricte, Washington n'est pas directement responsable d'eux et ne fait pas de publicité sur les pertes par décès ou capture.

"Quand ils tuent des personnes sous contrat privé, nous pouvons simplement déclarer qu'ils ne font pas partie de nos forces militaires", reconnaissait Mille Frechette, ambassadeur à Bogota sous Bill Clinton.

« L'opinion publique nord-américaine se montre très irritée par le nombre de morts », affirmait le général colombien retraité Néstor Ramirez (...). « Imaginez si 20 militaires américains mouraient ici. Ce serait la fin du Plan Colombie ». Depuis 1998, plus de 20 contratistas privés sont morts en Colombie, et ces décès ont été à peine rendus publics.

Post-scriptum :

Notes :

[1] Dossier Plan Colombie/Initiativeandine.
Agencia de Información Solidaria, 10-06-04.
Traduction : Diane Quittelier, pour RISAL.